



**UGECAM DE BRETAGNE ET PAYS DE LA  
LOIRE  
2 Chemin du Breil – BP 60075  
44814 SAINT-HERBLAIN**

**Marché n° 299/2025**

**RENOVATION DU BÂTIMENT H  
CREATION D'UN INTERNAT**

**La Roche Sur Yon (85)**

**REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)**

Date limite de réception des offres : **Lundi 27/06/2025 à 12h00**

## SOMMAIRE

<b>1. DESIGNATION DE L'ACHETEUR – MAITRE D'OUVRAGE.....</b>	<b>3</b>
1.1. IDENTIFICATION.....	3
1.2. COMMUNICATION .....	3
1.3. TYPE D'ACHETEUR .....	3
1.4. ACTIVITE PRINCIPALE .....	3
<b>2. IDENTIFICATION DU MARCHÉ.....</b>	<b>3</b>
2.1. OBJET.....	3
2.2. TECHNIQUE D'ACHAT .....	3
2.3. DUREE DU MARCHÉ.....	4
2.4. ALLOTISSEMENT.....	4
2.5. LIEU D'EXECUTION .....	4
2.6. VARIANTE .....	4
2.7. PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE.....	4
2.8. VALEUR ESTIMEE DU BESOIN .....	4
<b>3. PROCEDURE.....</b>	<b>4</b>
<b>4. CANDIDATURE .....</b>	<b>4</b>
4.1. NIVEAUX MINIMUMS DE CAPACITE.....	5
4.2. DOCUMENTS A REMETTRE.....	5
4.3. COTRAITANCE.....	6
4.4. SOUS-TRAITANCE .....	6
4.5. EXAMEN DES CANDIDATURES.....	6
<b>5. OFFRE.....</b>	<b>6</b>
5.1. CONTENU DE L'OFFRE DE BASE.....	6
5.2. PONDERATION DES CRITERES D'ATTRIBUTION .....	7
5.3. SOUS-CRITERES RELATIFS AU CRITERE PRIX.....	7
5.4. SOUS-CRITERES RELATIFS A LA VALEUR TECHNIQUE.....	7
5.5. VISITE OBLIGATOIRE .....	7
5.6. NEGOCIATION.....	8
5.7. DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE : .....	8
<b>6. CONDITIONS D'ENVOI DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....</b>	<b>8</b>
6.1. LANGUE.....	8
6.2. ENVOI DEMATERIALISE SUR LE PROFIL D'ACHETEUR.....	9
6.3. PRESENTATION DES DOSSIERS .....	9
6.4. VIRUS.....	9
6.5. COPIE DE SAUVEGARDE .....	9
<b>7. DATE ET HEURE LIMITE DE RÉCEPTION DES PLIS. ....</b>	<b>10</b>
<b>8. MODIFICATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>10</b>
<b>9. CONCLUSION DU MARCHÉ .....</b>	<b>11</b>
9.1. DOCUMENTS DE PREUVES OBLIGATOIRES A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE AVANT LA SIGNATURE DU MARCHÉ.....	11
9.2. NOTIFICATION.....	11
<b>10. VOIES ET DELAIS DE RECOURS .....</b>	<b>11</b>

## **1. Désignation de l'acheteur – maître d'ouvrage**

### **1.1. Identification**

Nom de l'acheteur – maître d'ouvrage : UGECAM de Bretagne et des Pays de la Loire

N° d'identification nationale (SIRET) : 428 692 008 00157

Adresse de l'acheteur : 2 chemin du Breil - BP 60075 44814 SAINT HERBLAIN CEDEX

Pays : France

Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Nom du représentant légal de l'acheteur : Madame Laurence BROWAEYS, directrice de l'UGECAM BRPL

### **1.2. Communication**

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise>.

Nom et coordonnées du contact : Vincent ROC'H  
([vincent.roch@ugecam.assurance-maladie.fr](mailto:vincent.roch@ugecam.assurance-maladie.fr) et 06 68 90 68 64)

### **1.3. Type d'acheteur**

L'acheteur est un organisme de Sécurité sociale.

### **1.4. Activité principale**

Domaine de la santé.

## **2. Identification du marché**

### **2.1. Objet**

Le présent marché a pour objet la transformation d'un bâtiment (bât. H) en internat sur le DITEP l'Alouette, sis 8 rue Olivier Messiaen 85 000 La roche Sur Yon.

### **2.2. Technique d'achat**

Le marché ne fait pas l'objet d'un accord-cadre.

### 2.3. Durée du marché

Le délai global d'exécution des travaux est de 6 mois.

### 2.4. Allotissement

Le marché est alloti de la façon suivante :

Lot	Consistance des travaux
1	Couverture <i>Code CPV : 45261213-0 ; 45261410-1 ; 45262650-2</i>
2	Aménagement extérieur <i>Code CPV : 34928200-0 ; 45112710-5</i>
3	Menuiseries extérieures : <i>Code CPV : 45421000-4 ; 45421130-4 ; 45421112-2</i>
4	Cloisons – Faux plafond <i>Code CPV : 45324000-4 ; 45321000-3 ; 45323000-7</i>
5	Menuiseries intérieures : <i>Code CPV : 45421000-4 ; 45421131-1 ; 39000000-2 ; 39515000-5</i>
6	Revêtements de sols <i>Code CPV : 45432130-4</i>
7	Peinture <i>Code CPV : 45432210-9 ; 45261220-2</i>
8	Electricité CFO cfa ; <i>Code CPV : 45311000-0 ; 31214500-4 ; 31212000-5 ; 1200000-8 ; 31210000-1 ; 31320000-5 ; 31224100-3 31500000-1 ; 31216000-3 ; 45314320-0 ; 31351000-1 ; 31330000-8 ; 31625100-4 ; 31625200-5</i>
9	CVC Plomberie <i>Code CPV : 45330000-9 ; 45331000-6</i>

### 2.5. Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution se situe sur le site du DITEP l'Alouette, sis 8 rue Olivier Messiaen 85 000 La roche Sur Yon.

### 2.6. Variante

Aucune variante n'est admise.

### 2.7. Prestation supplémentaire éventuelle

Sans objet.

### 2.8. Valeur estimée du besoin

La valeur estimée est inférieure aux seuils des procédures formalisées.

## 3. Procédure

Conformément aux dispositions de l'article R2123-1 du Code de la commande publique, il s'agit d'une procédure adaptée.

## 4. Candidature

#### **4.1. Niveaux minimums de capacité**

L'acheteur exige que les opérateurs économiques disposent d'un niveau d'expérience suffisant, démontré par des références adéquates provenant de marchés exécutés antérieurement.

#### **4.2. Documents à remettre**

Le candidat remet :

- 1) Une déclaration sur l'honneur qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique.

Le candidat joint à cet effet :

- Soit un formulaire DC1 accessible à l'adresse suivante :  
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
  - Soit un e-dume accessible à l'adresse suivante :  
<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil/operateur-economique>
- 2) Des informations sur ses capacités financières, professionnelles et techniques :
    - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles ;
    - Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années sur des opérations de complexité équivalente appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date, le destinataire, le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
    - Le certificat de qualification
    - Pour les prestations de désamiantage, le candidat doit être certifié, conformément aux dispositions précisées dans l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant. Cette certification doit s'appliquer à l'amiante friable et non friable. (RAAT joint au DCE, sous-section4).

Le candidat joint à cet effet :

- Soit un formulaire DC2 (et les documents annexes) accessible à l'adresse suivante :  
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Soit un e-dume (et les documents annexes) accessible à l'adresse suivante :  
<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil/operateur-economique>

### **4.3. Cotraitance**

En cas de candidature groupée, chaque membre du groupement renseigne le formulaire DC1 ou le e-dume. Dans le cas où la candidature est présentée par un mandataire, ce dernier doit disposer des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

En cas d'attribution de marché, le groupement d'entreprises prendra soit la forme d'un groupement solidaire soit la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

### **4.4. Sous-traitance**

Dans le cas où la candidature contient une proposition de sous-traitance, cette dernière doit respecter les exigences fixées dans le CCAP.

### **4.5. Examen des candidatures**

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé dans la demande de complément. Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Les candidatures qui ne disposent pas des niveaux minimums de capacités professionnelles, et techniques demandées sont éliminées.

## **5. OFFRE**

### **5.1. Contenu de l'offre de base**

Le soumissionnaire remet une offre complète comprenant :

- 1) Un acte d'engagement (AE) ;
- 2) Une décomposition globale et forfaitaire (DPGF);
- 3) Un programme d'exécution des travaux décrivant la préparation, l'organisation, le matériel et les méthodes utilisées pour réaliser les travaux, accompagné des éventuelles remarques sur le calendrier d'exécution des travaux et le cas échéant, des précisions particulières demandées au devis descriptif (voir CCTP).
- 4) Une note concernant les mesures appliquées pour réduire les nuisances phoniques, respecter l'hygiène et la sécurité et la propreté du chantier (engagement en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence et sa propreté).

- 5) Une description détaillée des moyens humains déployés pour réaliser l'opération.
- 6) Une description détaillée des matériaux et des équipements mis en œuvre, y compris toutes documentations techniques illustrant les ouvrages intéressés dans tous leurs détails (plans de détails, photos, prospectus, notices techniques, etc...)
- 7) Une fiche d'attestation de visite conforme au modèle joint en annexe
- 8) Un RIB

## **5.2. Pondération des critères d'attribution**

- Le prix 80 %
- La valeur technique 20 %

## **5.3. Sous-critères relatifs au critère prix**

Le critère du prix fait l'objet des sous-critères suivants :

- Prix forfaitaire le plus bas (80/80)

## **5.4. Sous-critères relatifs à la valeur technique**

Le critère de la valeur technique fait l'objet des sous-critères suivants :

- Les moyens humains affectés à l'opération (5/20)
- Fiches techniques des produits proposés (5/20)
- Durée des travaux (6/20)
- Les mesures appliquées pour réduire les nuisances phoniques, respecter l'hygiène et la sécurité, ainsi que la propreté du chantier (4/20).

## **5.5. Visite obligatoire**

Les soumissionnaires doivent obligatoirement assister à une visite du site afin d'en évaluer objectivement les difficultés et particularités techniques, connaître les conditions d'accès et d'exécution en milieu hospitalier, et apprécier les contraintes environnantes.

### **Les visites sont prévues :**

- **Mercredi 18/06 de 10h à 12h pour les lots architecturaux**
- **Jeudi 19/06 de 10h à 12h pour les lots techniques**
- **Mercredi 25/06 de 10h à 15h pour l'ensemble des lots**

Les entreprises doivent prendre un rendez-vous préalable auprès de :

M. Vincent ROC'H, conducteur d'opérations

[vincent.roch@ugecam.assurance-maladie.fr](mailto:vincent.roch@ugecam.assurance-maladie.fr)

Tél : 06 68 90 68 64

OU

M. Romain CHARPENTIER, EKUM (lots architecturaux)

[etudes@ekum.archi](mailto:etudes@ekum.archi)

Tél : 06 74 31 43 25

M. Fabrice NOEL, SLVI (lots CVC Plomberie)

[fabrice.noel@slvi.fr](mailto:fabrice.noel@slvi.fr)

Tél : 06 85 41 70 53

M. Stephane LALY, SLVI (lot Electricité)

[stephane.laly@slvi.fr](mailto:stephane.laly@slvi.fr)

Tél : 06 72 84 51 20

Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées.

A l'issue de la visite une attestation sera délivrée à chaque candidat, à joindre à son offre.

Après cette visite, le candidat est réputé avoir une connaissance complète des installations et des locaux, en vue des travaux prévus au DCE. Il ne saurait donc valablement arguer d'une méconnaissance en la matière pour émettre des réserves à son offre, ou retirer celle-ci une fois déposée.

## **5.6. Négociation**

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut décider d'attribuer le marché sans négociation. Néanmoins, le représentant du pouvoir adjudicateur peut également décider d'inviter à la négociation un ou plusieurs des soumissionnaires. La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre (à savoir notamment le volet technique, tarifaire, délais...). Le cas échéant, à l'issue de la négociation, le représentant du pouvoir adjudicateur invitera les candidats à formaliser par écrit les éléments arrêtés dans le cadre de la négociation. A l'issue de la négociation, la notation initiale pourra être ajustée et modifiée afin de prendre en compte les éléments arrêtés à l'issue des négociations.

## **5.7. Délai de validité de l'offre :**

Le délai de validité de l'offre est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres finales.

# **6. CONDITIONS D'ENVOI DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

## **6.1. Langue**

Les candidatures sont entièrement rédigées en langue française.



## **6.2. Envoi dématérialisé sur le profil d'acheteur**

Toute remise sous une autre forme que celle imposée dans le présent règlement de la consultation entraîne l'irrégularité. Dans cette hypothèse, l'acheteur peut néanmoins s'il le souhaite demander aux soumissionnaires concernés de régulariser leur offre et leur candidature.

Les candidatures et les offres sont remises par la voie électronique via le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Les candidatures et les offres doivent être transmises avant le jour et l'heure inscrits dans le présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspond au dernier octet reçu. Le soumissionnaire accepte l'horodatage retenu par la plateforme, les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites sont éliminées sans avoir été lues et le soumissionnaire en est informé.

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des prérequis techniques et de la notice d'utilisation du profil d'acheteur et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté technique liée à l'utilisation de la plateforme d'achat, le candidat est invité à se rapprocher de la hot-line technique : Service Support Clients : 0 892 23 21 20 (numéro surtaxé).

## **6.3. Présentation des dossiers**

Il est conseillé de présenter le dossier complet de candidature dans un fichier PDF unique et le dossier complet de l'offre dans un second fichier PDF unique.

## **6.4. Virus**

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par l'acheteur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé. L'acheteur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

## **6.5. Copie de sauvegarde**

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, le candidat peut transmettre une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-ROM, clé USB) envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

Cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde est placée sous un pli scellé et n'est ouverte que lorsque le pli électronique :

- Contient un programme informatique malveillant ou un virus,
- Est réceptionnée à la date limite de remise des plis de manière incomplète
- Est réceptionnée hors délai, si l'acheteur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis
- N'a pas pu être ouverte par l'acheteur.

Adresse de dépôt des copies de sauvegarde :

**UGECAM BRPL**

Service Achats/Marchés

2 chemin du Breil

BP60075

44814 SAINT HERBLAIN CEDEX 1

Jours et heures d'ouverture : Du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 14h à 16h30.

## **7. DATE ET HEURE LIMITE DE RÉCEPTION DES PLIS.**

La date limite de réception des plis est fixée au : **27/06/2025 à 12h00**

## **8. MODIFICATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION**

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne peut porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non-identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non-indication de ladite adresse électronique, en cas de suppression de l'adresse ou en cas de téléchargement du DCE ailleurs que sur le profil d'acheteur. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

L'acheteur peut envoyer aux candidats ayant retiré les documents de la consultation, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des candidatures et des offres, des renseignements complémentaires soit à son initiative soit à la suite de questions posées par un opérateur économique.

Les opérateurs économiques souhaitant obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire pour présenter leur candidature doivent poster une question sur la plateforme au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des candidatures et des offres.

## **9. CONCLUSION DU MARCHÉ**

### **9.1. Documents de preuves obligatoires à fournir par l'attributaire avant la signature du marché.**

L'attributaire du marché doit obligatoirement transmettre à l'acheteur dans le délai fixé, les documents suivants :

- Acte d'engagement et l'annexe financière signés manuscritement
- Certificat de régularité fiscale : Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
- Certificat de régularité sociale : Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
- L'attestation d'assurance en responsabilité professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés aux biens et aux personnes pendant l'exécution des prestations ou du fait de leur exécution.
- L'attestation d'assurance en responsabilité biennale et décennale couvrant les responsabilités résultant du Code civil et du code des assurances et mentionnant l'étendue de la garantie et le montant des franchises.
- Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire

L'attributaire n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir avec un espace de stockage numérique ou qui ont déjà été transmis et qui demeurent valables.

Ces documents sont à déposer sur la plateforme : <https://www.e-attestations.com>

### **9.2. Notification**

Le marché prend effet à la date de réception de la notification.

## **10. VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

Référé précontractuel (jusqu'à la signature du contrat) et contractuel (à partir de la signature du contrat) tels que prévus aux articles L.1441-1 et suivants du code de procédure civile selon les articles 2 et 11 de l'ordonnance no2009-515 du 7 mai 2009.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal Judiciaire de Rennes  
7 rue Pierre Abélard  
CS73127  
35031 Rennes Cedex  
Téléphone : 0299653737  
Courriel : [tj2-rennes@justice.fr](mailto:tj2-rennes@justice.fr)  
Télécopie : 0223448553



**UGECAM BRETAGNE ET PAYS DE LA LOIRE  
DITEP L'ALOUETTE  
LA ROCHE SUR YON (85)**

**FICHE DE VISITE**

**Rénovation du bâtiment H  
Création d'un internat**

Date de la visite :

ENTREPRISE :

Emis par    Fonction

Signature